

LIBYE

Violents affrontements à Tripoli



LE Cessez-le-feu, tant attendu, n'a duré que quelques heures dans la capitale libyenne Tripoli. De violents combats entre milices rivales ont repris jeudi dernier en fin d'après-midi au sud de la ville. Selon le ministère de la Santé, 27 personnes ont été tuées et 91 blessées, la plupart des civils, depuis le début des affrontements lundi jusqu'à mercredi soir dans les banlieues Sud.

Unne pause a été observée jeudi durant la journée après un accord de cessez-le-feu annoncé par des dignitaires des villes de l'ouest du pays, mais en fin d'après-midi, les hostilités ont repris notamment dans la région de Khellat al-Ferjan, au sud de Tripoli, des habitants ayant fait état de tirs d'armes lourdes et de mitrailleuses. Les combats opposent des milices tripolitaines loyales au gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et basé dans la capitale, à la « 7^e brigade », un groupe armé venu de la ville de Tarhouna (60 km au sud-est de Tripoli) qui disait dépendre du ministère de la Défense du GNA.

Un calme précaire a été observé hier matin après une intervention du chef du GNA, Fayez al-Sarraj. Dans un discours télévisé, M. Sarraj, a assuré jeudi soir que ce groupe ne dépendait plus du ministère de la Défense depuis avril dernier. Dans un décret, le chef du GNA a demandé aux commandants militaires de « superviser le cessez-le-feu et de mettre un terme aux affrontements au sud de Tripoli, et de retirer toutes les forces se trouvant dans les zones des affrontements ». Il leur a également demandé de « remettre l'ensemble de leurs camps et sites militaires à leurs unités militaires précédentes qui y étaient stationnées avant les affrontements, d'ici le 30 septembre ». Les forces mandatées par le chef du GNA auront notamment pour mission d'obtenir le retrait des deux camps rivaux des lignes de front et le « retour de la vie normale » dans les quartiers touchés par les combats. La communauté internationale a rapi-

dement dénoncé le regain de violences en Libye. Dans une déclaration conjointe, les ambassades des États-Unis, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni ont souligné jeudi dernier leur préoccupation « par les combats ayant eu lieu récemment à Tripoli et dans ses alentours, qui déstabilisent la situation et mettent en péril la vie de populations civiles innocentes ». « Nous mettons en garde contre toute nouvelle aggravation de la situation et appelons toutes les parties à travailler ensemble pour rétablir le calme et entamer un dialogue pacifique. »

« Les personnes qui nuisent à la paix, à la sécurité et à la stabilité de la Libye devront rendre des comptes », ont mis en garde les quatre pays. Par ailleurs, des centaines de migrants détenus dans un centre de rétention au sud de Tripoli ont été évacués mardi vers une autre prison, après avoir été pris au piège de combats, a annoncé jeudi le Haut commissariat aux réfugiés (HCR).

Quelque 300 migrants, principalement Érythréens, Éthiopiens et Somaliens ont été transférés dans un centre de détention dans la capitale, « un endroit relativement plus sûr, où des organisations internationales peuvent leur apporter une aide », selon le communiqué. L'opération d'évacuation a été coordonnée avec d'autres organisations de l'ONU, ainsi qu'avec Médecins sans frontières (MSF) et le département libyen de lutte contre l'immigration clandestine, a précisé le HCR. Dans son communiqué, le HCR a précisé qu'il « s'oppose par principe à la détention de réfugiés et de demandeurs d'asile ayant besoin d'une protection internationale ».